

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/11988]

29 MARS 2018. — Décret modifiant certaines dispositions de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 2. L'article 8 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si l'incompatibilité concerne deux candidats du même sexe, le plus âgé est préféré. ».

Art. 3. Dans l'article 9 de la même loi, remplacé par le décret du 8 décembre 2005 et modifié par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, les mots « greffiers provinciaux » sont remplacés par « directeurs généraux »;

2° le 13° est remplacé comme suit :

« Les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré et les personnes unies par les liens du mariage ou de la cohabitation légale avec le directeur général, le directeur général adjoint ou le directeur financier du centre public d'action sociale. ».

Art. 4. L'article 9bis de la même loi, inséré par le décret du 6 octobre 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9bis. Ne peuvent pas être président du centre public d'action sociale :

1° les titulaires d'une fonction dirigeante locale et les titulaires d'une fonction de direction au sein d'une intercommunale, d'une association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, d'une régie communale ou provinciale, d'une ASBL communale ou provinciale, d'une association de projet, d'une société de logement, d'une société à participation publique locale significative. Par titulaire d'une fonction de direction, il faut entendre les personnes qui occupent une fonction d'encadrement, caractérisée par l'exercice d'une parcelle d'autorité, un degré de responsabilité et un régime pécuniaire traduisant la place occupée au sein de l'organigramme;

2° les gestionnaires tels que définis à l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et à l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

3° les titulaires d'une fonction dirigeante et d'une fonction de direction au sein d'une fondation d'utilité publique pour autant que la participation totale des communes, C.P.A.S., intercommunales ou provinces, seules ou en association avec l'entité régionale wallonne y compris ses unités d'administration publique, directement ou indirectement, atteigne un taux de plus de 50 pourcent de subventions régionales, communales, provinciales, d'intercommunales ou de C.P.A.S. sur le total de leurs produits. ».

Art. 5. A l'article 9ter de la même loi, inséré par le décret du 6 octobre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou dans une société à participation publique locale significative telle que définie à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. » sont ajoutés après le mot « intercommunale »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « ou des sociétés à participation publique locale significative » sont ajoutés entre les mots « des intercommunales » et « majorés ».

Art. 6. Dans l'article 10, § 1^{er}, de la même loi, remplacé par le décret du 26 avril 2012, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 6 et 7 :

« En cas d'égalité entre un groupe politique participant au pacte de majorité et un groupe politique ne participant pas au pacte de majorité, le siège est attribué au groupe politique ayant obtenu le chiffre électoral le plus élevé. ».

Art. 7. L'article 11 de la même loi, le paragraphe 1^{er}, remplacé par le décret du 26 avril 2012 et modifié par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le bourgmestre, assisté du directeur général de la commune, reçoit les listes le troisième lundi de novembre qui suit les élections communales.

Ils procèdent à l'examen, avec le ou les déposants, de la recevabilité des listes.

Cet examen porte sur :

1° le respect des conditions de l'article 7;

2° le respect des exigences de l'article 10.

La liste qui remplit toutes les conditions des articles 7 et 10 est déclarée recevable.

La liste qui ne remplit pas toutes les conditions des articles 7 et 10 est déclarée irrecevable.

Un procès-verbal des motifs de l'irrecevabilité est rédigé sur-le-champ. Il est contresigné par le ou les déposants de la liste en cause, qui en reçoit ou reçoivent une copie.

Le ou les déposants sont également informés par le bourgmestre, assisté du directeur général de la commune, des incompatibilités identifiées. ».

Art. 8. A l'article 12 de la même loi, remplacé par le décret du 26 avril 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « secrétaire communal » sont remplacés par les mots « directeur général »;

2° il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les candidats présentés par les groupes politiques conformément aux articles 10 et 14 sont élus de plein droit par le conseil communal. Le président du conseil communal proclame immédiatement le résultat de l'élection. ».

Art. 9. L'article 14 de la même loi, remplacé par le décret du 8 décembre 2005 et modifié par le décret du 26 avril 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Lorsqu'un membre, autre que le président, cesse de faire partie du conseil de l'action sociale avant l'expiration de son mandat, sollicite son remplacement en application de l'article 15, § 3, ou est exclu par son groupe politique, le groupe politique qui l'a présenté propose un candidat du même sexe que le membre remplacé ou un candidat du sexe le moins représenté au sein du conseil.

Le remplaçant peut être conseiller communal si moins d'un tiers des membres du conseil de l'action sociale sont conseillers communaux.

L'acte d'exclusion est valable s'il est signé par la majorité des membres de son groupe et qu'il propose un remplaçant. Il est porté à la connaissance des membres du conseil communal lors de la séance la plus proche. L'exclusion prend effet à la date de prestation de serment du remplaçant. ».

Art. 10. A l'article 18 de la même loi, remplacé par le décret du 26 avril 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante « Dans ce cas, l'article 15, § 3, n'est pas d'application »;

2° il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. L'élu qui, au jour de son installation, ne remplit pas les conditions d'éligibilité ou vient à se trouver dans l'une des situations d'incompatibilité, ne peut pas être appelé à prêter serment.

Le collègue en informe le conseil et l'intéressé. Celui-ci peut communiquer, au collègue, dans un délai de quinze jours, ses moyens de défense. Le conseil prend acte de la perte de l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité et constate l'impossibilité à prêter serment.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification. ».

Art. 11. Dans l'article 19 de la même loi, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque la démission est acceptée par le conseil communal, elle ne peut plus être retirée. ».

Art. 12. A l'article 22 de la même loi, remplacé par le décret du 8 décembre 2005 et modifié par le décret du 26 avril 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots "et en cas d'égalité, par le conseiller le plus âgé";

2° dans le paragraphe 5, les mots "et en cas d'égalité, par le conseiller le plus âgé" sont ajoutés entre "conseiller de l'action sociale" et "parmi les formations politiques". ».

Art. 13. Dans l'article 30, alinéa 7, de la même loi, inséré par le décret du 31 janvier 2013, le mot « secrétaire » est remplacé par les mots « directeur général ».

Art. 14. A l'article 38 de la même loi, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, est complété par ce qui suit : « d'un montant identique à celui alloué aux conseillers communaux de la commune du siège du centre public d'action sociale. »;

2° les paragraphes 2 à 6 sont remplacés par ce qui suit :

« § 2. La somme du jeton de présence du conseiller de l'action sociale et des jetons, rémunérations et avantages en nature dont il bénéficie en raison de ses mandats originaires, de ses mandats dérivés et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique tels que définis à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est égale ou inférieure à une fois et demi le montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le montant du jeton ou des rémunérations et avantages en nature perçus par le conseiller de l'action sociale en raison de ses mandats dérivés et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique est réduit à due concurrence.

§ 3. La somme du jeton de présence du président du conseil de l'action sociale et des jetons, rémunérations et avantages en nature dont il bénéficie en raison de ses mandats originaires, de ses mandats dérivés et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique tels que définis à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est égale ou inférieure à une fois et demi le montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le montant du jeton ou des rémunérations et avantages en nature perçus par le président du conseil de l'action sociale en raison de ses mandats dérivés, de ses mandats et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique est réduit à due concurrence.

§ 4. Pour l'application des règles figurant dans la cinquième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, laquelle leur est applicable :

1° le conseiller de l'action sociale est titulaire d'un mandat originaire tel que défini à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

2° le président du conseil de l'action sociale est titulaire d'un mandat originaire exécutif tel que défini à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

3° est personne non élue au sens de l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la personne qui n'est pas conseiller de l'action sociale et à qui un mandat a été confié dans une personne morale de droit privé ou de droit public par la suite de la décision d'un des organes ou en raison de la représentation d'un centre public d'action sociale.

§ 5. Pour l'application de l'article L5421-2, § 2, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le remboursement des sommes trop perçues au regard des paragraphes 2 et 3 s'effectue au profit du centre public d'action sociale. Lorsque le conseiller de l'action sociale est également titulaire d'un mandat originaire dans une commune ou dans une province, le remboursement se fait selon les règles figurant à l'article L5421-2, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§ 6. Pour l'application de l'article L5431-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, lorsque la personne concernée n'a pas déposé de déclaration, a établi sciemment une fausse déclaration ou a omis de rembourser les sommes indûment perçues dans le délai qui lui est imparti le Gouvernement, au terme de la procédure décrite au paragraphe 3 de l'article L5431-1, peut constater la déchéance :

1° des mandats originaires, en ce compris les mandats exécutifs originaires, et des mandats dérivés de tout conseiller de l'action sociale et président du conseil de l'action sociale;

2° des mandats confiés à des personnes non élues dans une personne morale de droit privé ou de droit public par la suite de la décision d'un des organes ou en raison de la représentation d'un centre public d'action sociale.

Pendant une période de six ans prenant court le lendemain de la notification de la décision du Gouvernement constatant la déchéance, le titulaire d'un mandat originaire ou la personne non élue ne pourra plus être titulaire d'un mandat visé à l'article L5111-1, 9°, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Si au terme de la procédure décrite au paragraphe 3 de l'article L5431-1, la personne concernée n'est plus titulaire d'un mandat pour lequel le Gouvernement peut constater la déchéance ainsi que prévu à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, le Gouvernement peut prononcer, pour une période de six ans après la notification de sa décision :

1° une inéligibilité au conseil de l'action sociale pour la personne concernée qui était titulaire d'un mandat originaire ainsi qu'une interdiction d'être titulaire d'un mandat visé à l'article L5111-1, 9°, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

2° une interdiction d'être titulaire d'un mandat visé à l'article L5111-1, 9°, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation pour la personne non élue. ».

Art. 15. Dans l'article 43 de la même loi, modifié par les décrets du 8 décembre 2005 et 18 avril 2013, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le conseil de l'action sociale peut déléguer ce pouvoir au bureau permanent ou aux comités spéciaux. ».

Art. 16. Dans l'article 47, § 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par le décret du 8 décembre 2005, le mot « secrétaire » est remplacé par les mots « directeur général ».

Art. 17. Dans l'article 60, § 8, à l'alinéa 2, le mot « receveur » est remplacé par les mots « directeur financier ou receveur régional » et le mot « secrétaire » est remplacé par les mots « directeur général ».

Art. 18. Dans l'article 66, le mot « receveur » est remplacé par les mots « directeur financier ou receveur régional ».

Art. 19. Dans le chapitre VI de la même loi, il est inséré une section 4 intitulée "Dispositions diverses en matière de gouvernance et de transparence".

Art. 20. Dans la section 4, insérée par l'article 16, il est inséré un article 96/1, rédigé comme suit :

« Art. 96/1. § 1^{er}. La méconnaissance d'une incompatibilité, interdiction ou d'un empêchement prévu par la présente loi par le titulaire d'un mandat de conseiller de l'action sociale ou de président de centre public d'action sociale peut conduire à la déchéance de tous ses mandats originaires.

§ 2. Le Gouvernement, au terme de la procédure décrite au paragraphe 3, peut constater la déchéance lorsque la personne concernée, après mise en demeure, ne se conforme pas à l'incompatibilité, l'interdiction ou l'empêchement visé au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement communique à l'intéressé par envoi recommandé une notification des faits de nature à entraîner la déchéance.

Vingt jours au plus tôt après la transmission de la notification, et après avoir entendu si elle en a fait la demande dans un délai de huit jours à dater de la réception de la notification la personne concernée éventuellement accompagnée du conseil de son choix, le Gouvernement peut constater la déchéance dans une décision motivée.

La décision du Gouvernement intervient dans un délai d'un mois maximum qui suit le terme de la procédure décrite aux alinéas 1 et 2.

Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement à la personne concernée et à l'organe dans lequel elle exerce ses mandats originaires et dérivés.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les quinze jours de sa notification.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance suite à la réception de la notification visée à l'alinéa 3 du paragraphe 3, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal. ».

Art. 21. Dans la même section 4, il est inséré un article 96/2, rédigé comme suit :

« Art. 96/2. § 1^{er}. Le Gouvernement établit un registre des institutions locales et supralocales reprenant l'ensemble des communes, provinces, centres publics d'action sociale, intercommunales, régies communales ou provinciales autonomes, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement, toute personne morale ou association de fait associant une ou plusieurs de ces autorités précitées, des mandats publics et des mandataires y désignés et des titulaires de la fonction dirigeante locale.

Ce registre est établi sur la base des données transmises par un informateur institutionnel, sous sa responsabilité, au Gouvernement ou à son délégué.

Le Gouvernement détermine les données à transmettre, les modalités de transmission et de publication des informations collectées.

§ 2. Les informateurs institutionnels sont les personnes suivantes :

- 1° pour les C.P.A.S. et les A.S.B.L. auxquelles ils participent, le directeur général du C.P.A.S. ou son délégué;
- 2° pour les associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la présente loi, le titulaire de la fonction dirigeante locale ou son délégué ou, à défaut, le président du principal organe de gestion.

§ 3. L'informateur institutionnel visé au paragraphe 2, 1°, du présent article transmet, sous sa responsabilité, au plus tard dans les quinze jours de l'installation des conseillers de l'action sociale suivant les élections, les informations suivantes : la liste de ses organes internes ainsi que l'identité des mandataires, en ce compris leur numéro de registre national, et l'identification du groupe politique qu'ils représentent.

§ 4. L'informateur institutionnel visé au paragraphe 2, 1°, du présent article transmet, sous sa responsabilité, au plus tard le 1^{er} décembre de l'année suivant celle de l'installation des conseillers de l'action sociale suivant les élections, les informations suivantes :

- 1° la liste des organismes visés au paragraphe 1^{er} au sein duquel le C.P.A.S. est associé;
- 2° l'identité des mandataires ou non-élus y désignés, en ce compris leur numéro de registre national;
- 3° l'identité du titulaire de la fonction dirigeante locale, en ce compris son numéro de registre national.

Ces informations reprennent les données relatives à l'exercice budgétaire de l'année qui précède.

§ 5 L'informateur institutionnel visé au paragraphe 2, 1° et 2°, transmet, sous sa responsabilité, les informations suivantes en flux continu et sans délai à l'occasion de toute modification :

- 1° la liste du ou des C.P.A.S. associées et autres associés, la liste de ses organes décisionnels ou consultatifs ainsi que leurs compétences;
- 2° le nom des membres de ces organes et s'ils représentent un C.P.A.S. ou un autre organisme public;
- 3° la liste de ses organes internes ainsi que l'identité des mandataires, en ce compris leur numéro de registre national, et l'identification du groupe politique qu'ils représentent;
- 4° la liste des organismes visés au paragraphe 1^{er} au sein duquel le C.P.A.S. est associé;
- 5° l'identité des mandataires ou non-élus y désignés, en ce compris leur numéro de registre national;
- 6° l'identité du titulaire de la fonction dirigeante locale, en ce compris son numéro de registre national;
- 7° le cas échéant, la liste des fondations d'utilité publique que l'organisme visé au § 1^{er} subventionne et la hauteur des subventions accordées ainsi que l'identité du fonctionnaire dirigeant local en ce compris son numéro de registre national.

§ 6. L'informateur institutionnel visé au paragraphe 2, 1° et 2° du présent article établit une liste des personnes élues, des personnes non-élues représentant son institution de quelque manière que ce soit ainsi que des titulaires de la fonction dirigeante locale qui sont assujettis à la cinquième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et les informe de leurs obligations, au plus tard pour le 30 avril de chaque année. Le Gouvernement ou l'organe de contrôle peut, sans aucune condition, solliciter les preuves du respect de la présente disposition.

§ 7. En cas de non-respect des dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article, le Gouvernement adresse un courrier à l'informateur institutionnel lui rappelant ses obligations, lequel est assorti d'une injonction de transmission des informations requises dans les trente jours suivants la notification dudit courrier.

§ 8. En l'absence de réponse dans le délai, ou en cas de non-respect de l'obligation de transmission visée au paragraphe 5, l'informateur institutionnel est passible d'une amende pouvant aller de cent à mille euros. ».

Art. 22. Dans la même section 4, il est inséré un article 96/3, rédigé comme suit :

« Art. 96/3. § 1^{er}. Annuellement, le principal organe de gestion de l'association de pouvoirs publics visés à l'article 118 de la présente loi ou de tout autre organisme supralocal ou, à défaut, le conseil de l'action sociale, établit un rapport de rémunération écrit reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons, rémunérations ainsi que des avantages en nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent, par les mandataires, les personnes non élues et les titulaires de la fonction dirigeante locale. Par mandataire, personne non élue, jeton, rémunération, avantages en nature, titulaire de la fonction dirigeante locale, il est fait référence aux définitions reprises à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Ce rapport contient les informations individuelles et nominatives suivantes :

- 1° les jetons de présence, éventuelles rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion, en fonction de leur qualité d'administrateur titulaire d'un mandat originaire ou non élu, de président ou de vice-président, ou de membre d'un organe restreint de gestion, ainsi que la justification du montant de toute rémunération autre qu'un jeton de présence au regard du rôle effectif du Président et de l'éventuel vice-président;
- 2° les rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux titulaires de fonctions de direction;
- 3° la liste des mandats détenus dans toutes les entités dans lesquelles l'institution détient des participations directes ou indirectes, ainsi que la rémunération annuelle perçue pour chacun de ces mandats;
- 4° pour le titulaire de la fonction dirigeante locale telle que définie à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la liste des mandats détenus dans toutes les entités dans lesquelles l'institution détient des participations directement ou indirectement, ainsi que la rémunération annuelle perçue pour chacun de ces mandats;
- 5° la liste des présences aux réunions des différentes instances de l'institution et l'indication des éventuelles absences justifiées.

Ce rapport est adopté par le principal organe de gestion ou, à défaut, par le conseil d'action sociale, et mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale du premier semestre de chaque année et fait l'objet d'une délibération. A défaut, l'assemblée générale ne peut pas se tenir. Ce rapport est annexé au rapport annuel de gestion établi par les administrateurs.

Le rapport est établi conformément au modèle fixé par le Gouvernement.

§ 2. Pour les C.P.A.S. et les associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la présente loi, le président du conseil de l'action sociale ou le président du conseil d'administration ou du principal organe de gestion transmet copie de ce rapport au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année :

- 1° au Gouvernement wallon;
- 2° aux communes et, le cas échéant, aux provinces et C.P.A.S. associés.

Concernant le 1°, le Gouvernement communique annuellement une synthèse des rapports reçus au Parlement wallon qui publie tout ou partie des informations reçues.

Le Gouvernement précise les modalités liées à cette publication.

§ 3. Pour tout autre organisme supralocal, le titulaire de la fonction dirigeante locale ou son délégué ou, à défaut, le président du principal organe de gestion transmet copie de ce rapport au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année aux communes et, le cas échéant, aux provinces et C.P.A.S. associés. ».

Art. 23. Dans la même section 4, il est inséré un article 96/4, rédigé comme suit :

"Art.96/4. § 1^{er}. Le présent article est applicable aux associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la présente loi ou tout autre organisme supralocal.

§ 2. Le conseiller de l'action sociale désigné par un C.P.A.S. pour le représenter au sein du conseil d'administration ou, à défaut, du principal organe de gestion, rédige annuellement un rapport écrit sur les activités de la structure et l'exercice de son mandat ainsi que sur la manière dont il a pu développer et mettre à jour ses compétences.

Lorsque le C.P.A.S. dispose de plusieurs représentants dans le même organisme, ils peuvent rédiger un rapport commun.

Le ou les rapports visés à l'alinéa 1^{er} ou 2 sont soumis au conseil de l'action sociale. Ils sont présentés par leur auteur et débattus en séance du conseil de l'action sociale.

Le conseiller susvisé peut rédiger un rapport écrit au conseil à chaque fois qu'il le juge utile.

Le conseil de l'action sociale règle les modalités d'application du présent paragraphe dans son règlement d'ordre intérieur.

Pour les conseils qui n'ont présenté aucun candidat ou dont le candidat présenté n'a pas été nommé, le président du principal organe de gestion produit un rapport dans les mêmes conditions. Il est présenté, par ledit président ou son délégué, et débattu en séance du conseil de l'action sociale.

§ 3. Les budgets, comptes et délibérations des organes de gestion et de contrôle peuvent être consultés au siège de l'organisme visé au paragraphe 1^{er} par les conseillers de l'action sociale des C.P.A.S. qui en sont membres, sans préjudice des dispositions décrétales en matière de publicité de l'administration.

Le conseiller qui consulte les documents visés à l'alinéa 1^{er} peut uniquement faire usage des informations dont il a pu prendre connaissance en ayant accès aux documents dans le cadre de l'exercice de son mandat de conseiller et dans ses rapports avec l'autorité de tutelle. La présente disposition ne porte pas préjudice à la possibilité de poursuites judiciaires des conseillers du chef de violation du secret professionnel conformément à l'article 458 du Code pénal.

Les conseillers élus sur des listes de partis qui ne respectent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde de droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale sont exclus du bénéfice du droit de consultation et de communication visé aux alinéas 1^{er} à 3.

Tout conseiller qui a exercé ces droits peut faire un rapport écrit au conseil de l'action sociale.

Le conseil de l'action sociale règle les modalités d'application du présent paragraphe dans son règlement d'ordre intérieur.

§ 4. Les réunions du conseil d'administration ou, à défaut, du principal organe de gestion, ne sont pas publiques.

§ 5. Sauf lorsqu'il s'agit de question de personnes, de points de l'ordre du jour qui contreviendraient au respect de la vie privée, des points à caractère stratégique couvrant notamment avec le secret d'affaires, des positionnements économiques qui pourraient nuire à la compétitivité de l'organisme dans la réalisation de son objet social, les procès-verbaux détaillés, complétés par le rapport sur le vote des membres et de tous les documents auxquels les procès-verbaux renvoient, peuvent être consultés au siège de l'organisme par les conseillers de l'action sociale des C.P.A.S. qui en sont membres, sans préjudice des dispositions décrétales en matière de publicité de l'administration.

Le conseiller qui consulte les documents visés à l'alinéa 2 ne peut faire usage des informations dont il a pu prendre connaissance en ayant accès aux documents que dans le cadre de l'exercice de son mandat de conseiller et dans ses rapports avec l'autorité de tutelle.

La présente disposition ne porte pas préjudice à la possibilité de poursuites judiciaires des conseillers du chef de violation du secret professionnel conformément à l'article 458 du Code pénal.

Les conseillers élus sur des listes de partis qui ne respectent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde de droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale sont exclus du bénéfice du droit de consultation et de communication visé aux alinéas 1^{er} à 3.

Tout conseiller qui a exercé ces droits peut faire un rapport écrit au conseil de l'action sociale. ».

Art. 24. Dans la même section 4, il est inséré un article 96/5, rédigé comme suit :

"Art.96/5. Chaque association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la présente loi ou tout autre organisme supralocal publie sur son site internet ou sur le site de la commune dans laquelle son siège social est établi, les informations suivantes :

- 1° une présentation synthétique de la raison d'être de l'organisme et de sa mission;
- 2° la liste du ou des C.P.A.S. associées et autres associés, la liste de ses organes décisionnels ou consultatifs ainsi que leurs compétences;
- 3° le nom des membres de ces organes et s'ils représentent un C.P.A.S. ou un autre organisme public;

4° l'organigramme de l'organisme et l'identité du titulaire de la fonction dirigeante locale ou, à défaut, du Directeur général du conseil de l'action sociale;

5° les participations détenues dans d'autres structures ou organismes;

6° le pourcentage de participation annuelle en tenant compte des absences justifiées aux réunions des organes de gestion;

7° les barèmes applicables aux rémunérations, des fonctions dirigeantes et des Mandataires.

Chaque C.P.A.S. publie sur son site internet ou sur le site de la commune dans laquelle son siège social est établi :

1° la liste de ses organes internes ainsi que l'identité des mandataires et l'identification du groupe politique qu'ils représentent;

2° la liste des organismes visés au paragraphe 1^{er} au sein duquel le C.P.A.S. est associé;

3° l'identité des mandataires ou non-élus y désignés;

4° le lien vers le site internet de l'organisme concerné. ».

Art. 25. Dans la même section 4, il est inséré un article 96/6, rédigé comme suit :

"Art.96/6. § 1^{er}. Les membres du personnel, contractuels ou statutaires, des associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la présente loi ou de tout autre organisme supralocal ne peuvent pas percevoir de jetons de présence, de rémunérations ou autres avantages perçus en raison de leur participation aux réunions d'organes de l'organisme.

Les jetons de présence, rémunérations ou autres avantages dus en raison de leur participation aux réunions d'organes dans des entités où ils siègent suite à une désignation expresse ou en raison de la représentation de leur organisme sont directement versés à l'organisme qui les a désigné ou qu'ils représentent.

§ 2. La fonction dirigeante locale, telle que définie à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, ne pourra en aucun cas être exercée au travers d'une société de management ou interposée.

§ 3. Le titulaire de la fonction dirigeante locale qui percevrait un montant au titre de prestation de service confié à l'association qui l'occupe doit reverser cette indemnité ou rémunération à l'association qui l'occupe.

§ 4. Si le titulaire de la fonction dirigeante locale exerce ses fonctions dans le cadre d'un contrat de travail, une clause de non-concurrence peut être insérée avant la fin des relations contractuelles ou au moment de la rupture en respect des conditions fixées par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment eu égard à l'activité de l'organisme concerné.

Une convention de non-concurrence peut être conclue après la fin des relations contractuelles eue égard à l'activité de l'organisme concerné.

Dans tous les cas, la clause de non-concurrence est prévue pour une période de six mois maximum. L'indemnité perçue à ce titre n'est pas supérieure à la rémunération de base pour la moitié de la période de non-concurrence prévue. ».

Art. 26. Dans la même section 4, il est inséré un article 96/7, rédigé comme suit :

"Art.96/7. L'organe de gestion de tout organisme où siège un titulaire d'un mandat dérivé au sens de l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation peut le révoquer ou proposer sa révocation à l'organe compétent en vertu d'un décret ou des statuts, après l'avoir entendu, si celui-ci :

1° a commis sciemment un acte incompatible avec la mission ou l'objet social de l'organisme;

2° a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat;

3° a, au cours d'une même année, été absent, sans justification, à plus de trois réunions ordinaires et régulièrement convoquées de l'organe de gestion de l'organisme;

4° est une personne membre ou sympathisante de tout organisme, parti, association ou personne morale quelle qu'elle soit, qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les Protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide. ».

Art. 27. Dans la même section 4, il est inséré un article 96/8, rédigé comme suit :

« Art. 96/8. La mise à sa disposition, par un organisme, de l'aide, des instruments et des matières nécessaires à l'accomplissement du travail inhérent à l'exercice du mandat d'un mandataire, et qui consisterait en une utilisation strictement professionnelle, ne constitue ni un avantage en nature ni une exposition de frais, pouvant donner lieu à un remboursement, dans le chef du mandataire.

Au sens du présent article, la notion d'organisme recouvre les centres publics d'action sociale, les associations de projet et les associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

§ 2. Le remboursement de frais sur base forfaitaire est interdit. Seuls les frais réellement exposés par un mandataire pour le compte de l'organisme au sein duquel il exerce son mandat sont autorisés.

Le Gouvernement fixe la liste des frais éligibles à remboursement ainsi que les modalités d'octroi d'un remboursement. ».

Art. 28. Dans l'article 101, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 4, le mot « receveur » est remplacé par les mots « directeur financier ou receveur régional »;

2° à l'alinéa 5, le mot « receveur » est remplacé par les mots « directeur financier ou receveur régional ».

Art. 29. Dans l'article 104, § 1^{er}, alinéa 1, le mot « receveur » est remplacé par les mots « directeur financier ou receveur régional ».

Art. 30. A l'article 113, l'alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 7 janvier 2002 et le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 113. Le gouverneur peut, par arrêté, désigner un commissaire spécial lorsqu'un centre public d'action social ou une association visée au chapitre XII de la présente loi, lèse l'intérêt général, reste en défaut de fournir les renseignements et éléments demandés, ou de mettre en exécution les mesures prescrites par les lois, décrets, arrêtés, règlements ou statuts ou par une décision de justice coulée en force de chose jugée. Le commissaire spécial est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires en lieu et place de l'autorité défaillante, dans les limites du mandat qui lui a été donné par l'arrêté qui le désigne.

Préalablement à l'envoi d'un commissaire spécial, le gouverneur :

- adresse à l'autorité visée, par pli recommandé, un avertissement motivé expliquant ce qui lui est demandé ou les mesures qu'elle reste en défaut de prendre;

- donne à cette autorité, dans le même avertissement, un délai déterminé et raisonnable pour répondre à la demande à elle adressée, justifier son attitude, confirmer sa position ou prendre les mesures prescrites.

Les frais, honoraires ou traitements inhérents à l'accomplissement de sa mission sont à charge des personnes défaillantes dans l'exercice de leur fonction ou de leur mandat. La rentrée de ces frais est poursuivie comme en matière d'impôts sur les revenus par le receveur des contributions directes sur l'exécutoire de l'autorité de tutelle. ».

Art. 31. A l'article 124 de la même loi, remplacé par le décret du 26 avril 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante : « Dans l'hypothèse où la disposition visée à l'article 125, alinéa 1^{er}, ne peut être satisfaite, le nombre d'administrateurs représentant les centres publics d'action sociale associés peut être porté à deux cinquièmes du nombre de membres du conseil de l'action sociale. »;

2° les alinéas 6 et 7 sont remplacés par ce qui suit :

« En outre, toute liste de conseillers déposée par un groupe politique démocratique du conseil communal disposant d'au moins un élu au sein d'un des centres associés et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au deuxième alinéa, a droit à un siège d'observateur, avec voix consultative, tel que défini à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Tout groupe politique démocratique représenté au Parlement wallon et au sein d'une des communes dont le centre public d'action sociale est associé à l'association qui ne dispose pas d'un siège au conseil d'administration a droit à un siège d'observateur, avec voix consultative, tel que défini à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Par « groupe politique démocratique », il faut entendre formations politiques qui respectent les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution. »;

3° il est inséré un alinéa 8 rédigé comme suit :

« Le conseil d'administration peut comprendre un ou plusieurs délégués du personnel qui siègent avec voix consultative. ».

Art. 32. L'article 125, alinéa 1^{er}, de la même loi est complété par la phrase suivante :

« Le conseil d'administration de l'association est composé de minimum cinq administrateurs. ».

Art. 33. Dans la même loi, il est inséré un article 125/1, rédigé comme suit :

« Art. 125/1. § 1^{er}. Lorsqu'une association est formée en vue de l'exploitation d'un hôpital ou d'une partie d'un hôpital ainsi que d'une maison de repos, elle constitue un comité d'audit au sein de son conseil d'administration.

§ 2. Le comité d'audit est composé de membres du conseil d'administration qui ne sont pas membres du bureau exécutif. Le nombre maximum de membres du comité d'audit ne peut être supérieur à vingt-cinq pourcents du nombre de membres du Conseil d'administration.

Le président du comité d'audit est désigné par les membres du comité.

Au moins un membre du comité d'audit dispose d'une expérience pratique et/ou de connaissances techniques dans le domaine d'activités de l'association.

Le titulaire de la fonction dirigeante au sein de l'association est systématiquement invité aux réunions, avec voix consultative.

§ 3. Le conseil d'administration définit les missions du comité d'audit lesquelles comprennent au minimum les missions suivantes :

1° la communication au conseil d'administration d'informations sur les résultats du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés et d'explications sur la façon dont le contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés ont contribué à l'intégrité de l'information financière et sur le rôle que le comité d'audit a joué dans ce processus;

2° le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et présentation de recommandations ou de propositions pour en garantir l'intégrité;

3° le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'association ainsi que suivi de l'audit interne et de son efficacité;

4° le suivi du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par le réviseur d'entreprises chargé du contrôle légal des comptes consolidés;

5° l'examen et suivi de l'indépendance du réviseur d'entreprises chargé du contrôle légal des comptes consolidés, en particulier pour ce qui concerne le bien-fondé de la fourniture de services complémentaires à la société.

Le comité d'audit fait régulièrement rapport au conseil d'administration sur l'exercice de ses missions, au moins lors de l'établissement par celui-ci des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés. ».

Art. 34. Dans la même loi, il est inséré un article 125/2, rédigé comme suit :

« Art. 125/2. Le conseil d'administration peut déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière de l'association au titulaire de la fonction dirigeante locale.

La délibération relative à la délégation de la gestion journalière précise les actes de gestion qui sont délégués et la durée de délégation d'un terme maximal de trois ans, renouvelable. Elle est votée à la majorité simple et publiée au *Moniteur belge*. Elle prend fin après tout renouvellement intégral de conseil d'administration.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir des majorités spéciales. ».

Art. 35. A l'article 128 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Le personnel de l'association est soumis à un régime statutaire ou contractuel.

Le personnel de l'association est désigné sur la base d'un profil de fonction déterminé par le conseil d'administration et d'un appel à candidatures.

Le membre du personnel statutaire vise tout membre du personnel, nommé à titre définitif par décision unilatérale de l'autorité, ainsi que tout membre du personnel qui, par décision unilatérale de l'autorité, est admis en stage en vue d'une nomination à titre définitif.

Le membre du personnel contractuel vise tout membre engagé sous contrat de travail conformément à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Le conseil d'administration est seul compétent pour fixer les dispositions générales en matière de personnel mais peut déléguer, le cas échéant, la mise en œuvre des décisions qu'il a prises dans le cadre des dispositions générales en matière de personnel. »;

2° il est inséré un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. La personne qui occupe la fonction dirigeante locale, telle que définie à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, est désignée par le conseil d'administration.

Les dispositions générales objectives relatives à la fonction dirigeante locale et aux fonctions de direction prévoient notamment les conditions d'accès, dont notamment le profil de fonction et la composition du jury, et les modalités de publicité de l'appel à candidatures.

Les règles applicables en matière de rémunération de la fonction dirigeante locale de l'association sont celles prévues à l'annexe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. ».

CHAPITRE III. — *Entrée en vigueur*

Art. 36. Sans préjudice de l'article 96/2 inséré par l'article 22 du présent décret, pour l'année 2018, l'informateur institutionnel, transmet au Gouvernement, sous sa responsabilité, les informations visées à l'article 96/2, §§ 3, 4 et 6, au plus tard pour le 30 juin.

Art. 37. A l'exception des articles 3, 2°, et 4 qui entrent en vigueur après le renouvellement intégral des conseils de l'action sociale issus des élections locales du 14 octobre 2018, le présent décret entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 38. Les associations chapitre XII mettront leurs statuts en concordance lors de la première assemblée générale qui suit l'entrée en vigueur du présent décret et au plus tard pour le 1^{er} juillet 2018.

Tous les mandats dans les différents organes de gestion prennent fin lors de la première assemblée générale qui suit l'entrée en vigueur du présent décret et au plus tard pour le 1^{er} juillet 2018. Ils sont renouvelés lors de cette assemblée générale et, à défaut, obligatoirement au plus tard pour le 1^{er} juillet 2018.

A compter du 1^{er} juillet 2018, les rémunérations liées à l'exercice des mandats au sein des nouveaux organes de gestion seront octroyées conformément aux dispositions de l'article de l'article 52 du décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et super-locales et de leurs filiales et ne pourront être supérieures aux nouveaux plafonds fixés à l'annexe 1^{re} dudit Code.

Art. 39. Les déclarations afférentes aux mandats, fonctions et professions exercés en 2017 devront être conformes aux modèles définis à l'article L5211-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation tel que modifié par le décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales.

Par dérogation à l'article L5211-2 du même Code, les déclarations 2018 afférentes aux mandats, fonctions et professions exercés en 2017 devront être déposées au plus tard le 31 juillet 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 29 mars 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

—————
Note

(1) *Session 2017-2018*

Documents du Parlement wallon, 1048 (2017-2018) N^{os} 1 à 17.

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 mars 2018.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/11988]

29 MAART 2018. — Decreet houdende wijziging van sommige bepalingen van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn met het oog op een sterker bestuur en een sterkere transparantie in de uitvoering van de openbare mandaten

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 2. Artikel 8 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Als de onverenigbaarheid twee kandidaten van hetzelfde geslacht betreft, dan is de oudste gekozen.”.

Art. 3. In artikel 9 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 8 december 2005 en gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 3° wordt het woord “provinciegriffiers” vervangen door het woord “directeurs-generaal”;

2° punt 13° wordt vervangen als volgt :

“Bloed- of aanverwanten tot in de tweede graad en de personen die gehuwd zijn of wettelijk samenwonen met de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of de financieel directeur van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.”.

Art. 4. Artikel 9bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 6 december 2010, wordt vervangen als volgt :

“Art. 9bis. Van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn mogen niet voorzitter worden :

1° de titularissen van een lokale leidinggevende functie en de titularissen van een directiefunctie in een intercommunale, een vereniging van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, een gemeente- of provinciebedrijf, een gemeentelijke of een provinciale vzw, een projectvereniging, een huisvestingsmaatschappij, een vennootschap met een significante lokale overheidsparticipatie. Onder titularis van een directiefunctie dienen de personen te worden verstaan, die een staffunctie vervullen met als kenmerk de uitoefening van een deel van het gezag, een verantwoordelijkheidsgraad en een bezoldigingsregeling die uiting geeft aan de plaats die ze in het organogram bekleden;

2° de beheerders zoals omschreven in artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en in artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

3° de titularissen van een leidinggevende functie en een directiefunctie in een stichting van openbaar nut voor zover de totale participatie van de gemeenten, OCMW's, intercommunales of provincies, alleen of in vereniging met de Waalse gewestelijke overheid, met inbegrip van haar openbare bestuurseenheden, rechtstreeks of onrechtstreeks een percentage van meer dan 50 percent aan gewestelijke, gemeentelijke, provinciale, intercommunale of OCMW-subsidies bereikt in het totaal van hun opbrengsten.”.

Art. 5. In artikel 9^{ter} van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 6 oktober 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “of in een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie zoals bedoeld in artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en Decentralisatie toegevoegd na het woord “intercommunale”.

2° in het derde lid, worden de woorden “of de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie” ingevoegd tussen de woorden “de intercommunales” en de woorden “bezeten worden”.

Art. 6. In artikel 10, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 26 april 2012, wordt een lid ingevoegd tussen het zesde en het zevende lid, luidend als volgt :

“In geval van gelijkheid tussen een politieke fractie die aan het meerderheidspact deelneemt en een politieke fractie die niet aan het meerderheidspact deelneemt, wordt de zetel toegewezen aan de politieke fractie met het hoogste kiescijfer.”.

Art. 7. Paragraaf 1 van artikel 11 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 26 april 2012 en gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, wordt vervangen door wat volgt :

“§ 1. De burgemeester, bijgestaan door de directeur-generaal van de gemeente, ontvangt de lijsten op de derde maandag van november na de gemeenteraadsverkiezingen.

Ze onderzoeken, samen met de indiener(s), de ontvankelijkheid van de lijsten.

Dat onderzoek heeft betrekking op :

1° de naleving van de voorwaarden van artikel 7;

2° de naleving van de vereisten van artikel 10.

De lijst die aan al die voorwaarden van de artikelen 7 en 10 voldoet, wordt ontvankelijk verklaard.

De lijst die niet aan al die voorwaarden van de artikelen 7 en 10 voldoet, wordt onontvankelijk verklaard.

Er wordt onmiddellijk proces-verbaal van de redenen van de onontvankelijkheid opgemaakt. Het wordt medeondertekend door de indiener(s) van bedoelde lijst, die er een afschrift van ontvangt (ontvangen).

De indiener(s) wordt (worden) ook door de burgemeester, bijgestaan door de directeur-generaal van de gemeente, op de hoogte gebracht van de geïdentificeerde onverenigbaarheden.”.

Art. 8. In artikel 12 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 26 april 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het woord “gemeentesecretaris” vervangen door het woord “directeur-generaal”;

2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 3. De door de politieke fracties voorgedragen kandidaten overeenkomstig de artikelen 10 en 14 worden van rechtswege door de gemeenteraad gekozen. De voorzitter van de gemeenteraad kondigt onmiddellijk de verkiezingsuitslag af.”.

Art. 9. Artikel 14 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 8 december 2005 en gewijzigd bij het decreet van 26 april 2012, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 14. Wanneer een ander lid dan de voorzitter vóór het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de raad voor maatschappelijk welzijn of om zijn vervanging vraagt overeenkomstig artikel 15, § 3, of door zijn politieke fractie wordt uitgesloten, draagt de politieke fractie die hem voorgedragen heeft een kandidaat voor van hetzelfde geslacht van het vervangen lid of een kandidaat van het minst vertegenwoordigd geslacht binnen de raad.

De vervanger kan gemeenteraadslid zijn als minder dan een derde van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn gemeenteraadsleden zijn.

De akte van uitsluiting is geldig indien hij door de meerderheid van de leden van zijn fractie wordt ondertekend en indien hij een vervanger voordraagt. Genoemde akte wordt bij de eerstvolgende vergadering aan de leden van de gemeenteraad medegedeeld. De uitsluiting treedt in werking op de datum van de eedaflegging van de vervanger.”.

Art. 10. In artikel 18 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 26 april 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin : “In dit geval, is artikel 15, § 3, niet van toepassing”;

2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

“ § 3. De verkozene die, de dag van diens installatie, de verkiesbaarheidsvoorwaarden niet vervult of in één van de toestanden van onverenigbaarheid komt te verkeren, kan niet beëdigd worden.

Het college geeft de raad en betrokkene daar kennis van. Betrokkene kan binnen een termijn van vijftien dagen zijn verweermiddelen aan het college meedelen. De raad neemt akte van het verlies van de één of andere verkiesbaarheidsvoorwaarde en stelt de onmogelijkheid vast de eed af te leggen.

Een beroep, gegrond op artikel 16 van de gecoördineerde wetten van de Raad van State, wordt tegen die beslissing ingesteld. Het moet ingesteld worden binnen acht dagen na de kennisgeving ervan.”.

Art. 11. In artikel 19 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

“Als het ontslag door de gemeenteraad wordt aanvaard, kan het niet meer worden ingetrokken.”.

Art. 12. In artikel 22 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 8 december 2005 en gewijzigd bij het decreet van 26 april 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 3, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden “en bij gelijkheid, door het oudste raadslid”;

2° in paragraaf 5 worden de woorden “en bij gelijkheid, door het oudste raadslid” toegevoegd tussen de woorden “raadslid voor maatschappelijk welzijn” en “vervangen onder de politieke fracties”.

Art. 13. In artikel 30, lid 7, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 31 januari 2013, wordt het woord “secretaris” vervangen door het woord “directeur-generaal”.

Art. 14. In artikel 38 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, worden volgende wijzigingen doorgevoerd :

1° paragraaf 1, tweede lid, wordt als volgt aangevuld : “waarvan het bedrag gelijk is aan het bedrag toegekend aan de gemeenteraadsleden van de gemeente van de zetel van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.”;

2° de paragrafen 2 en 6 worden vervangen door wat volgt :

“§ 2. De som van het presentiegeld van het raadslid van de raad voor maatschappelijk welzijn en van de presentiegelden, bezoldigingen en voordelen in natura die hij geniet wegens zijn oorspronkelijke mandaten, zijn afgeleide mandaten en zijn openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard zoals omschreven in artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, is gelijk aan of lager dan anderhalve keer het bedrag van de parlementaire vergoeding van de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Indien het maximumbedrag vastgesteld in het eerste lid overschreden wordt, wordt het bedrag van het presentiegeld of van de bezoldigingen en voordelen in natura ontvangen door het raadslid van de raad voor maatschappelijk welzijn wegens zijn afgeleide mandaten en zijn openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard, dienovereenkomstig verminderd.

§ 3. De som van het presentiegeld van het raadslid van de raad voor maatschappelijk welzijn en van de presentiegelden, bezoldigingen en voordelen in natura die hij geniet wegens zijn oorspronkelijke mandaten, zijn afgeleide mandaten en zijn openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard zoals omschreven in artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, is gelijk aan of lager dan anderhalve keer het bedrag van de parlementaire vergoeding van de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Indien het maximumbedrag vastgesteld in het eerste lid overschreden wordt, wordt het bedrag van het presentiegeld of van de bezoldigingen en voordelen in natura ontvangen door het raadslid van de raad voor maatschappelijk welzijn wegens zijn afgeleide mandaten en zijn openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard, dienovereenkomstig verminderd.

§ 4. Voor de toepassing van de regels uit deel V van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie die op hen van toepassing is :

1° is het raadslid van de raad voor maatschappelijk welzijn houder van een oorspronkelijk mandaat zoals omschreven in artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie;

2° is de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn houder van een oorspronkelijk uitvoerend mandaat zoals omschreven in artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie;

3° is de niet-verkozen persoon in de zin van artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie de persoon die niet raadslid is van de raad voor maatschappelijk welzijn en aan wie een mandaat is toevertrouwd in een privaat- of publiekrechtelijke rechtspersoon wegens de beslissing van één van de organen of de vertegenwoordiging van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

§ 5. Voor de toepassing van artikel L5421-2, § 2, lid 3, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie gebeurt de terugbetaling van de teveel gekregen sommen ten opzichte van paragrafen 2 en 3 ten bate van het openbaar centrum voor het maatschappelijk welzijn. Indien het raadslid van de raad voor maatschappelijk welzijn eveneens houder is van een oorspronkelijk mandaat in een gemeente of in een provincie, gebeurt de terugbetaling volgens de regels van artikel L5421-2, lid 3, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie.

§ 6. Voor de toepassing van artikel L5431-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie kan de Regering, indien de betrokken persoon geen aangifte heeft ingediend, wilens en wetens een valse aangifte heeft ingediend of nagelaten heeft de onverschuldigd gekregen sommen binnen de haar door de Regering toebedeelde termijn terug te betalen, na afloop van de procedure bepaald in artikel L5431-1, het verval vaststellen :

1° van de oorspronkelijke mandaten, met inbegrip van de uitvoerende oorspronkelijke mandaten, en van de afgeleide mandaten van elk raadslid en van de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn;

2° van de mandaten toevertrouwd aan niet-verkozen personen in een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon ten gevolge van een beslissing getroffen door een van de organen, en ten gevolge van de vertegenwoordiging van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Tijdens een periode van zes jaar, ingaand daags na de kennisgeving van de beslissing van de Regering waarbij het verval wordt vastgesteld, zal de houder van een oorspronkelijk mandaat of de niet-verkozen persoon niet meer houder kunnen zijn van een mandaat bedoeld in artikel L5111-1, 9°, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie.

Als de betrokken persoon, na afloop van de procedure bepaald in paragraaf 3 van artikel L5431-1, geen titularis meer is van een mandaat waarvoor de Regering het verval kan vaststellen zoals voorzien in lid 1 van deze paragraaf, kan de Regering voor een periode van zes jaar na de kennisgeving van haar beslissing het volgende uitspreken :

1° een onverkiesbaarheid bij de raad voor maatschappelijk welzijn voor de betrokken persoon die titularis van een oorspronkelijk mandaat was alsook een verbod, titularis van een mandaat bedoeld in artikel L5111-1, 9°, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie te zijn;

2° een verbod, titularis te zijn van een mandaat bedoeld in artikel L5111-1, 9°, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie voor de niet-verkozen persoon.”.

Art. 15. In artikel 43 van dezelfde wet, gewijzigd bij de decreten van 8 december 2005 en 18 april 2013, wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt : “De raad voor maatschappelijk welzijn kan deze bevoegdheid overdragen aan het vast bureau of aan de bijzondere comités.”.

Art. 16. In artikel 47, § 2, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 8 december 2005, wordt het woord “secretaris” vervangen door het woord “directeur-generaal”.

Art. 17. In artikel 60, § 8, lid 2, wordt het woord “ontvanger” vervangen door de woorden “financieel directeur of gewestelijke ontvanger” en wordt het woord “secretaris” vervangen door de woorden “directeur generaal”.

Art. 18. In artikel 66 wordt het woord “ontvanger” vervangen door de woorden “financieel directeur of gewestelijke ontvanger”.

Art. 19. In hoofdstuk VI van dezelfde Wet wordt een afdeling 4 ingevoegd, met als opschrift “Verscheidene bepalingen inzake bestuur en transparantie”.

Art. 20. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 16, wordt een artikel 96/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 96/1. § 1. De niet-nakoming van een in deze wet bedoelde onverenigbaarheid, verbod of verhindering door de titularis van een mandaat van raadslid van de raad voor maatschappelijk welzijn of van voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan het verval van al zijn oorspronkelijke mandaten tot gevolg hebben.

§ 2. Na afloop van de procedure bepaald in paragraaf 3 kan de Regering het verval vaststellen indien de betrokken persoon na ingebrekestelling de onverenigbaarheid, het verbod of de verhindering bedoeld in paragraaf 1 niet nakomt.

§ 3. De Regering deelt aan betrokkene per aangetekend schrijven een kennisgeving mee van de feiten die het verval kunnen inhouden.

Ten vroegste twintig dagen na het overmaken van de kennisgeving en na de betrokken persoon, eventueel bijgestaan door een raadsman van haar keuze, te hebben gehoord als zij daarom heeft verzocht binnen een termijn van acht dagen te rekenen van de ontvangst van de kennisgeving, kan de Regering in een gemotiveerde beslissing het verval vaststellen.

De beslissing van de Regering wordt binnen een termijn van hoogstens één maand na afloop van de procedure bepaald in leden 1 en 2 genomen.

Van die beslissing wordt door toedoen van de Regering kennis gegeven aan de betrokken persoon en aan het orgaan waarin zij haar oorspronkelijke en afgeleide mandaten uitoefent.

Er kan op grond van artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State een beroep tegen die beslissing worden ingediend. Het moet ingesteld worden binnen de vijftien dagen na de kennisgeving ervan.

Als de betrokkene, na de kennisgeving bedoeld in paragraaf 3, lid 3, te hebben ontvangen, zijn bediening blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek. »

Art. 21. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 96/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 96/2. § 1. De Regering stelt een register op van de lokale en bovenlokale instellingen waarin gezamenlijk de gemeenten, de provincies, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de intercommunales, de autonome gemeente- of provinciebedrijven, de projectverenigingen, de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de openbare huisvestingsmaatschappijen, elke rechtspersoon of feitelijke vereniging waarvan één of meerdere voornoemde overheden lid zijn, van de openbare mandaten en de daarvoor aangewezen mandatarissen en de titularissen van de lokale leidinggevende functie.

Dit register wordt opgemaakt op basis van de gegevens aan de Regering of diens afgevaardigde overgemaakt door een institutionele informatieverstrekker onder diens verantwoordelijkheid.

De Regering bepaalt de te verstrekken gegevens, de modaliteiten voor de overmaking en de bekendmaking van de ingezamelde gegevens.

§ 2. De institutionele informatieverstrekkers zijn de volgende personen :

1° voor de OCMW's en de vzw's waaraan zij deelnemen, de directeur-generaal van het OCMW of diens afgevaardigde;

2° voor de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van deze wet, de titularis van de lokale leidinggevende functie of diens afgevaardigde of, bij gebreke daarvan, de voorzitter van het voornaamste beheersorgaan.

§ 3. De institutionele informatieverstrekker bedoeld in paragraaf 2, 1°, van dit artikel maakt onder diens verantwoordelijkheid uiterlijk binnen vijftien dagen na de installatie van de van de raadsleden van raad voor maatschappelijk welzijn na de verkiezingen, volgende gegevens over : de lijst van diens interne instellingen evenals de identiteit van de mandatarissen, met inbegrip van hun rijksregisternummer, en de identificatie van de politieke fractie die ze vertegenwoordigen.

§ 4. De institutionele informatieverstrekker bedoeld in paragraaf 2, 1°, van dit artikel maakt onder diens verantwoordelijkheid uiterlijk op 1 december van het jaar na de installatie van de raadsleden van de raad voor maatschappelijk welzijn na de verkiezingen, volgende gegevens over :

1° de lijst van de instellingen bedoeld in paragraaf 1 waarbij het OCMW aangesloten is;

2° de identiteit van de aangewezen mandatarissen of niet-verkozenen, met inbegrip van hun rijksregisternummer.

3° de identiteit van de titularis van de lokale leidinggevende functie, met inbegrip van diens rijksregisternummer.

Deze informatie bevat de gegevens betreffende het begrotingsjaar van het voorafgaand jaar.

§ 5. De institutionele informatieverstrekker bedoeld in paragraaf 2, 1° en 2°, maakt onder diens verantwoordelijkheid bij elke wijziging volgende gegevens continu en onverwijld over :

1° de lijst van de aangesloten OCMW's en andere aangesloten leden, de lijst van diens beslissings- of overlegorganen alsook hun bevoegdheden;

2° de naam van de leden van deze organen en of ze een OCMW of een andere openbare instelling vertegenwoordigen;

de lijst van diens interne instellingen evenals de identiteit van de mandatarissen, met inbegrip van hun rijksregisternummer, en de identificatie van de politieke fractie die ze vertegenwoordigen;

4° de lijst van de instellingen bedoeld in paragraaf 1 waarbij het OCMW aangesloten is;

5° de identiteit van de aangewezen mandatarissen of niet-verkozenen, met inbegrip van hun rijksregisternummer.

6° de identiteit van de titularis van de lokale leidinggevende functie, met inbegrip van diens rijksregisternummer;

7° in voorkomend geval, de lijst van de stichtingen van openbaar nut die de instelling bedoeld in § 1 subsidieert en de omvang van de toegekende subsidies, evenals de identiteit van de lokale leidinggevende ambtenaar met inbegrip van diens rijksregisternummer.

§ 6. De institutionele informatieverstrekker bedoeld in paragraaf 2, 1° en 2°, van dit artikel maakt een lijst op van de verkozen en niet-verkozen personen die zijn instelling op gelijk welke wijze vertegenwoordigen, evenals van de titularissen van de lokale leidinggevende functie, en die aan het vijfde deel van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie onderworpen zijn, en licht hen uiterlijk op 30 april van elk jaar in over hun verplichtingen. De Regering of het controleorgaan kan zonder enige voorwaarde de bewijzen van de naleving van deze bepaling aanvragen.

§ 7. Indien de bepalingen van paragrafen 2 en 3 van dit artikel niet nageleefd worden, richt de Regering een schrijven aan de institutionele informatieverstrekker waarin hij op zijn plichten gewezen wordt, met inbegrip van een bevel tot overmaking van de vereiste gegevens binnen dertig dagen na de kennisgeving van het schrijven.

§ 8. Indien er geen antwoord binnen de termijn is, of indien de verplichting tot overmaking bedoeld in paragraaf 5 niet nageleefd wordt, kan de institutionele informatieverstrekker met een geldboete van honderd tot duizend euro gestraft worden."

Art. 22. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 96/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 96/3. § 1. Jaarlijks maken het voornaamste beheersorgaan van de vereniging van overheden bedoeld in artikel 118 van deze wet of elke andere bovenlokale instelling of, bij ontstentenis, de raad voor maatschappelijk welzijn een schriftelijk bezoldigingsverslag op met een individueel en nominatief overzicht van het presentiegeld, de bezoldigingen evenals voordelen in natura die in de loop van het voorafgaand boekjaar door de mandatarissen, de niet-verkozen personen en de titularissen van de lokale leidinggevende functie verkregen zijn. Voor mandataris, niet-verkozen persoon, presentiegeld, bezoldiging, voordelen in natura, titularis van de lokale leidinggevende functie wordt verwezen naar de begripsomschrijvingen van artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie.

Dit verslag bevat de volgende individuele en nominatieve gegevens :

1° het presentiegeld, eventuele bezoldigingen en elk ander al dan niet geldelijk voordeel rechtstreeks of onrechtstreeks toegekend aan de leden van de bestuursorganen, naar gelang van hun hoedanigheid van bestuurder titularis van een oorspronkelijke mandaat of niet-verkozen, voorzitter of ondervoorzitter, of lid van een beperkt bestuursorgaan, evenals de verantwoording van het bedrag van elke bezoldiging anders dan het presentiegeld in functie van de feitelijke rol van de voorzitter of ondervoorzitter;

2° de bezoldigingen en elk ander mogelijk voordeel, al dan niet geldelijk, rechtstreeks of onrechtstreeks toegekend aan de titularissen van directiefuncties;

3° de lijst van de mandaten vervuld in alle entiteiten waarin de instelling rechtstreekse of onrechtstreekse participaties heeft, evenals de jaarlijkse bezoldiging ontvangen voor al die mandaten;

4° voor de titularis van de lokale leidinggevende functie zoals omschreven in artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, de lijst van de mandaten vervuld in alle entiteiten waarin de intercommunale rechtstreekse of onrechtstreekse participaties heeft, evenals de jaarlijkse bezoldiging ontvangen voor al die mandaten;

5° de aanwezigheidslijst op de vergaderingen van de verschillende instanties van de instelling en de vermelding van de eventuele verantwoorde afwezigheden.

Dit verslag wordt door het voornaamste bestuursorgaan aangenomen en wordt op de agenda van de algemene vergadering van het eerste semester van elk jaar opgenomen en wordt beraadslaagd. Bij gebreke daarvan mag er geen algemene vergadering gehouden worden. Dit verslag wordt bij het jaarlijks beheersverslag, opgemaakt door de bestuurders, gevoegd.

Dit verslag wordt opgemaakt overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model.

§ 2. Voor de OCMW's en de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van deze wet maakt de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn of de voorzitter van de raad van bestuur of van het voornaamste beheersorgaan een afschrift van dat verslag jaarlijks uiterlijk op 1 juli over :

1° aan de Waalse Regering;

2° aan de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, provincies en OCMW's.

Betreffende 1° deelt de Waalse Regering een samenvatting van de door het Waals Parlement ontvangen verslagen mee en maakt het geheel of een deel van de ontvangen gegevens bekend.

De Waalse Regering bepaalt de modaliteiten van deze bekendmaking.

§ 3. Voor iedere andere bovenlokale instelling maakt de titularis van de lokale leidinggevende functie of, bij gebreke daarvan, de voorzitter van het voornaamste bestuursorgaan een afschrift van dat verslag uiterlijk op 1 juli van ieder jaar aan de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, aan de provincies en OCMW's over."

Art. 23. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 96/4 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art.96/4. § 1. Dit artikel is van toepassing op de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van deze wet of elke andere bovenlokale instelling.

§ 2. Het raadslid van de raad voor maatschappelijk welzijn dat door OCMW aangewezen wordt om hem binnen de raad van bestuur, of bij gebreke daarvan, binnen het voornaamste bestuursorgaan, te vertegenwoordigen, stelt jaarlijks een schriftelijk verslag op betreffende de activiteiten van de structuur en de uitoefening van diens mandaat evenals de manier waarop het diens bevoegdheden kon ontwikkelen en bijwerken.

Als het OCMW over verschillende vertegenwoordigers in dezelfde instelling beschikt, kunnen die een gemeenschappelijk verslag opstellen.

Het verslag of de verslagen bedoeld in lid 1 of lid 2 worden aan de raad voor maatschappelijk welzijn voorgelegd. Die worden door hun auteur voorgelegd en tijdens een openbare zitting van de raad voor maatschappelijk welzijn besproken.

Het bovenvermeld raadslid kan een schriftelijk verslag aan de raad overmaken telkens als hij het nuttig acht.

De raad voor maatschappelijk welzijn bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van deze paragraaf in zijn huishoudelijk reglement.

Voor de graden die geen kandidaat voorgedragen hebben of waarvan de voorgedragen kandidaat niet benoemd is, stelt de voorzitter van het voornaamste bestuursorgaan een verslag in dezelfde omstandigheden op. Het wordt door bovenvermelde voorzitter of diens afgevaardigde voorgelegd en tijdens een openbare zitting van de raad voor maatschappelijk welzijn besproken.

§ 3. De budgetten, rekeningen en beraadslagingen van de bestuurs- en controleorganen kunnen door raadsleden van de raad voor maatschappelijk welzijn die er lid van zijn op de zetel van de instelling bedoeld in paragraaf 1 geraadpleegd worden, onverminderd de decretale bepalingen inzake openbaarheid van bestuur.

Het raadslid dat de documenten bedoeld in lid 1 raadpleegt mag enkel de gegevens gebruiken waarvan hij kennis genomen heeft via de documenten die hij kon raadplegen in het kader van de uitoefening van zijn mandaat als raadslid en in het kader van zijn betrekkingen met de toezichtsoverheid. Deze bepaling doet geen afbreuk aan de mogelijkheid tot rechtsvervolgingen tegenover de raadsleden wegens schending van het beroepsgeheim overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

De raadsleden verkozen op lijsten van politieke formaties die de beginselen van de democratie niet in acht nemen, die met name verwoord zijn door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de aanvullende protocollen bij dit verdrag die van kracht in België zijn, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, kunnen geen aanspraak maken op het voordeel van het inzagerecht en recht op mededeling bedoeld in leden 1 tot 3.

Elk raadslid dat deze rechten heeft uitgeoefend kan een schriftelijk verslag uitbrengen aan de gemeenteraad.

De raad voor maatschappelijk welzijn bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van deze paragraaf in zijn huishoudelijk reglement.

§ 4. De vergaderingen van de raad van bestuur of, bij gebreke daarvan, van het voornaamste bestuursorgaan, zijn niet openbaar.

§ 5. Behalve indien het gaat om personen, agendapunten die de persoonlijke levensfeer niet in acht zouden nemen, thema's van strategische aard die met name het zakengeheim inhouden evenals economische beslissingen die mogelijk schadelijk kunnen zijn voor de concurrentie van de instelling in het uitvoeren van haar maatschappelijk doel, kunnen de uitvoerige processen-verbaal en agenda's, aangevuld met het verslag over de stemming van de leden en met alle documenten waarop de processen-verbaal en agenda's betrekking hebben, ten zetel van de instelling, geraadpleegd worden door de raadsleden van de raad voor maatschappelijk welzijn van de aangesloten OCMW's, onverminderd de decretale bepalingen inzake openbaarheid van bestuur.

Het raadslid dat de documenten bedoeld in lid 2 raadpleegt mag enkel de gegevens gebruiken waarvan hij kennis genomen heeft via de documenten die hij kon raadplegen in het kader van de uitoefening van zijn mandaat als raadslid en in het kader van zijn betrekkingen met de toezichtsoverheid.

Deze bepaling doet geen afbreuk aan de mogelijkheid tot rechtsvervolgingen tegenover de raadsleden wegens schending van het beroepsgeheim overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

De raadsleden verkozen op lijsten van politieke formaties die de beginselen van de democratie niet in acht nemen, die met name verwoord zijn door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de aanvullende protocollen bij dit verdrag die van kracht in België zijn, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, kunnen geen aanspraak maken op het voordeel van het inzagerecht en recht op mededeling bedoeld in leden 1 tot 3.

Elk raadslid dat deze rechten heeft uitgeoefend kan een schriftelijk verslag uitbrengen aan de gemeenteraad.”.

Art. 24. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 96/5 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art.96/5. Elke vereniging van overheden bedoeld in artikel 118 van deze wet of iedere andere bovenlokale instelling maakt op haar eigen website of op de website van de gemeente waarin haar maatschappelijke zetel gevestigd is, volgende informatie bekend :

- 1° een overzicht van de bestaansredenen en de opdrachten van de instelling;
 - 2° de lijst van de aangesloten OCMW's en andere aangesloten leden, de lijst van haar beslissings- of overlegorganen alsook hun bevoegdheden;
 - 3° de naam van de leden van deze organen en of ze een OCMW of een andere openbare instelling vertegenwoordigen;
 - 4° het organogram van de instelling en de identiteit van de titularis van de lokale leidinggevende functie of, bij ontstentenis, van de Directeur-generaal van de raad voor maatschappelijk welzijn;
 - 5° de participaties gehouden in andere structuren of instellingen;
 - 6° het percentage deelname op jaarbasis aan de vergaderingen van de bestuursorganen, rekening houdend met de gewettigde afwezigheden;
 - 7° de barema's die van toepassing zijn op de bezoldigingen, de leidinggevende functies en de mandatarissen.
- Elk OCMW maakt op zijn eigen website of op de website van de gemeente waarin zijn maatschappelijke zetel gevestigd is, volgende informatie bekend :
- 1° de lijst van diens interne instellingen evenals de identiteit van de mandatarissen en de identificatie van de politieke fractie die ze vertegenwoordigen;
 - 2° de lijst van de instellingen bedoeld in paragraaf 1 waarbij het OCMW aangesloten is;
 - 3° de identiteit van de aangewezen mandatarissen of niet-verkozenen;
 - 4° de link naar de website van de betrokken instelling.”.

Art. 25. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 96/6 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art.96/6. § 1. De contractuele of statutaire personeelsleden van de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van deze wet of andere bovenlokale instellingen mogen geen presentiegeld, bezoldiging of andere voordelen ontvangen wegens hun deelname aan de vergaderingen van organen van de instelling.

Presentiegeld, bezoldigingen of andere voordelen die ze moeten ontvangen wegens hun deelname aan de vergaderingen van organen binnen entiteiten waarin ze als gevolg van een uitdrukkelijke aanstelling of van de vertegenwoordiging van hun instelling zetelen, dienen rechtstreeks te worden gestort aan de instelling die hen aangewezen heeft of die ze vertegenwoordigen.

§ 2. De lokale leidinggevende functie, zoals omschreven in artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, mag noch via een managementvennootschap of een tussenvennootschap noch als zelfstandige uitgeoefend worden.

§ 3. De titularis van de lokale leidinggevende functie die een bedrag zou ontvangen voor het verlenen van een dienst toevertrouwd aan de vereniging waar hij tewerkgesteld is, stort die vergoeding of bezoldiging aan diezelfde vereniging terug.

§ 4. Indien de titularis van de lokale leidinggevende functie zijn functies in het kader van een arbeidsovereenkomst uitoefent, kan een concurrentiebeding worden ingevoegd vóór het einde van de contractuele relaties of op het ogenblik van de verbreking met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, met name met het oog op de activiteit van de betrokken instelling.

Een overeenkomst van concurrentiebeding kan worden afgesloten na afloop van de contractuele relaties met het oog op de activiteit van de betrokken instelling.

Het concurrentiebeding is hoe dan ook voor een periode van maximaal zes maanden voorzien. De vergoeding ontvangen in dat opzicht is niet hoger dan de basisbezoldiging voor de helft van de voorziene periode van concurrentiebeding.”.

Art. 26. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 96/7 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art.96/7. Het bestuursorgaan van elke instelling waarin een titularis van een afgeleid mandaat in de zin van artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie zetelt, kan die afzetten of diens afzetting aan het bevoegd orgaan overeenkomstig een decreet of de statuten voorstellen, nadat die gehoord te hebben, indien hij :

- 1° opzettelijk een handeling heeft begaan die onverenigbaar is met de opdracht of het sociale doel van de instelling;
- 2° in de uitoefening van zijn mandaat een fout of een ernstige nalatigheid heeft begaan;
- 3° in de loop van eenzelfde jaar zonder verantwoording afwezig is gebleven op drie gewone en regelmatig bijeengeroepen vergaderingen van het bestuursorgaan van de instelling;
- 4° een persoon is die lid is van of sympathiseert met elke instelling, partij, vereniging of rechtspersoon ongeacht welke ze zijn, die de democratische beginselen van het Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden, van de aanvullende protocollen bij dat Verdrag die in België gelden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, niet naleeft. ».

Art. 27. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel 96/8 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 96/8. De terbeschikkingstelling door een instelling van steun, instrumenten en materie die nodig zijn voor de uitoefening van het werk eigen aan de uitoefening van het mandaat van een mandataris, en die enkel voor professionele doeleinden gebruikt zouden worden, is voor de betrokken mandataris geen voordeel in natura noch een gemaakte kost die tot een terugbetaling zouden kunnen leiden.

In de zin van dit artikel omvat het begrip instelling de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de projectverenigingen en de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

§ 2. De terugbetaling van kosten op een forfaitaire basis is verboden. Enkel de kosten werkelijk gemaakt door een mandataris in de uitoefening van zijn mandaat voor de instelling worden toegelaten.

De Regering bepaalt de lijst van de gemaakte kosten die terugbetaald kunnen worden evenals de modaliteiten voor het toekennen van een terugbetaling.”.

Art. 28. In artikel 101 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 4 wordt het woord “ontvanger” vervangen door de woorden “financieel directeur of gewestelijke ontvanger”.

2° in lid 5 wordt het woord “ontvanger” vervangen door de woorden “financieel directeur of gewestelijke ontvanger”.

Art. 29. In artikel 104, § 1, lid 1, wordt het woord “ontvanger” vervangen door de woorden “financieel directeur of gewestelijke ontvanger”.

Art. 30. In artikel 113 wordt lid 1, gewijzigd bij de wet van 7 januari 2002 en het decreet van 8 december 2005, vervangen door wat volgt :

“Art. 113. De gouverneur mag, bij besluit, een bijzondere commissaris aanwijzen wanneer een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van deze wet, het algemeen belang schaadt, in gebreke blijft om de gevraagde inlichtingen of gegevens te verstrekken of uitvoering te verlenen aan de maatregelen opgelegd bij wet, decreet, besluit, verordening of statuut of bij een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing. De bijzondere commissaris is gemachtigd om alle maatregelen te treffen in de plaats van de in gebreke gebleven overheid, binnen de perken van het mandaat dat hem bij het aanwijzingsbesluit is toegekend.

Voordat een bijzondere commissaris ter plaatse wordt gestuurd, moet de gouverneur :

- bij aangetekende brief een met redenen omklede waarschuwing aan de bedoelde overheid richten, waarin uiteengezet wordt wat van haar verlangd wordt of welke maatregelen ze verzuimt te treffen;

- die overheid in dezelfde waarschuwing een bepaalde en redelijke termijn opleggen om de aan haar gerichte aanvraag te beantwoorden, haar houding te verantwoorden, haar standpunt te bevestigen of de voorgeschreven maatregelen te treffen.

Kosten, ereloon of lonen die onlosmakelijk verbonden zijn met het voltooien van zijn opdracht worden afgewenteld op de personen die in gebreke zijn gebleven in de uitvoering van ambt of mandaat. De vordering van deze kosten wordt als voor inkomstenbelastingen, na uitvoerbaarverklaring door de toezichthoudende overheid, vervolgd door de ontvanger der directe belastingen.”.

Art. 31. Artikel 124 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 26 april 2012, wordt gewijzigd als volgt :

1° lid 2 wordt aangevuld met volgende volzin : “Gesteld dat de bepaling bedoeld in artikel 125, lid 1, niet voldaan kan worden, kan het aantal bestuurders die de verenigde openbare centra voor maatschappelijk welzijn vertegenwoordigen op twee vijfde van het aantal raadsleden van de raad voor maatschappelijk welzijn gebracht worden.”;

2° de leden 6 en 7 worden vervangen door wat volgt :

“Bovendien heeft elke lijst van raadsleden ingediend door een democratische politieke fractie van de gemeenteraad die over minstens één afgevaardigde binnen één van de verenigde centra en over minstens één afgevaardigde in het Waals Parlement beschikt en niet vertegenwoordigd is overeenkomstig het evenredigheidsstelsel bedoeld in het tweede lid, recht op een zetel als waarnemer met raadgevende stem, zoals omschreven in artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie.

Elke democratische politieke fractie die vertegenwoordigd is in het Waals Parlement en binnen één van de gemeenten waarvan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn met de vereniging verenigd is die niet over een zetel binnen de raad van bestuur beschikt, heeft recht op een zetel als waarnemer met raadgevende stem zoals omschreven in artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie. Onder “democratische politieke fractie” dienen de politieke formaties te worden verstaan die de beginselen van de democratie in acht nemen, zoals, onder anderen, verwoord door Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de protocollen bij het Verdrag, geldend in België, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of welke andere genocide ook, alsmede de rechten en vrijheden gewaarborgd door de Grondwet. »;

3° er wordt een punt 8 ingevoegd, luidende :

“In de raad van bestuur kunnen één of meer personeelsafgevaardigden met raadgevende stem zetelen.”.

Art. 32. Artikel 125, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met volgende zin :

“De raad van bestuur van de vereniging bestaat uit minstens vijf bestuurders.”.

Art. 33. In dezelfde wet wordt een artikel 125/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 125/1. § 1. Wanneer een vereniging wordt gevormd met het oog op de uitbating van een ziekenhuis of een deel van een ziekenhuis, dan wel van een rusthuis, richt eerstgenoemde een auditcomité op in haar raad van bestuur.

§ 2. Het auditcomité is samengesteld uit leden van de raad van bestuur die geen lid zijn van het uitvoerend bureau. Het maximumaantal leden van het auditcomité kan niet hoger zijn dan vijftienvintig percent van het aantal leden van de raad van bestuur.

De voorzitter van het auditcomité wordt aangewezen door de leden van het comité.

Minstens één lid van het auditcomité beschikt over een praktische ervaring en/of technische kennis in het activiteitsdomein van de vereniging.

De titularis van de lokale leidinggevende functie in de vereniging wordt systematisch opgeroepen voor de vergaderingen met raadgevende stem.

§ 3. De raad van bestuur bepaalt de opdrachten van het auditcomité, die minstens volgende opdrachten omvatten :

1° de mededeling aan de raad van bestuur van informatie over de resultaten van de wettelijke controle van de jaarrekeningen en, in voorkomend geval, van de geconsolideerde rekeningen en van duiding over de wijze waarop de wettelijke controle van de jaarrekeningen en, in voorkomend geval, van de geconsolideerde rekeningen bijgedragen hebben tot de integriteit van de financiële informatie en over de rol van het auditcomité in dat proces;

2° de opvolging van het proces voor de uitwerking van de financiële informatie en overlegging van aanbevelingen of voorstellen om er de integriteit van te vrijwaren;

3° de opvolging van de doeltreffendheid van de systemen voor interne controle en beheersing van de risico's van de intercommunale of de instellingen, evenals de opvolging van de interne audit en de doeltreffendheid ervan;

4° de opvolging van de wettelijke controle van de jaarrekeningen en, in voorkomend geval, van de geconsolideerde jaarrekeningen, met inbegrip van de vragen en aanbevelingen geformuleerd door de bedrijfsrevisor belast met de wettelijke controle van de geconsolideerde rekeningen;

5° het onderzoek en de opvolging van de onafhankelijkheid van de bedrijfsrevisor belast met de wettelijke controle van de geconsolideerde rekeningen, in het bijzonder wat betreft de gegrondheid van de levering van aanvullende diensten aan de maatschappij.

Het auditcomité brengt regelmatig verslag uit bij de raad van bestuur over de uitoefening van diens opdrachten, minstens bij het opstellen door laatstgenoemde van de jaarrekeningen en, in voorkomend geval, van de geconsolideerde rekeningen.”.

Art. 34. In dezelfde wet wordt een artikel 125/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 125/2. De raad van bestuur kan onder zijn verantwoordelijkheid het dagelijks bestuur van de intercommunale afvaardigen aan de titularis van de lokale leidinggevende functie.

De beraadslaging en het besluit in verband met de delegatie van het dagelijks bestuur geeft de gedelegeerde beheershandelingen nauwkeurig op, evenals de duur van deze delegatie, die maximaal drie jaar, verlengbaar, mag duren. Daarover wordt bij gewone meerderheid gestemd, met bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Na elke algehele hernieuwing van de raad van bestuur wordt ze beëindigd.

Het huishoudelijk reglement kan in bijzondere meerderheden voorzien.”.

Art. 35. In artikel 128 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014, worden volgende wijzigingen doorgevoerd :

1° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

“§ 5. Het personeel van de intercommunale is onderworpen aan een statutair en/of contractueel stelsel.

Het personeel van de vereniging wordt aangewezen op basis van een functieprofiel bepaald door de raad van bestuur en van een kandidatenoproep.

Het statutair personeelslid beoogt elk personeelslid dat in vast verband benoemd is door eenzijdige beslissing van de overheid, evenals elk personeelslid dat bij eenzijdige beslissing van de overheid tot de stage toegelaten wordt met het oog op een vaste benoeming.

Het contractueel personeelslid beoogt elk lid van het personeel dat met een arbeidsovereenkomst in dienst is genomen overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De raad van bestuur is bevoegd inzake personeel, maar kan de uitvoering van de beslissingen die hij genomen heeft in het kader van de algemene bepalingen in personeelszaken delegeren.

2° er wordt een paragraaf 6 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 6. De persoon die de lokale leidinggevende functie bekleedt, zoals omschreven in artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, wordt aangewezen door de raad van bestuur.

De objectieve algemene bepalingen betreffende de lokale leidinggevende functie en de directiefuncties voorzien met name in de toegangsvoorwaarden, waaronder met name het functieprofiel en de samenstelling van de jury, en de bekendmakingsregels voor de kandidatenoproep.

De regels die toepasselijk zijn voor de vergoeding van de lokale leidinggevende functie van de verenigingen zijn die, welke bepaald zijn in bijlage 4 bij het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie.”.

HOOFDSTUK III. — *Inwerkingtreding*

Art. 36. Onverminderd artikel 96/2, ingevoegd bij artikel 22 van dit decreet, maakt de institutionele informant, voor het jaar 2018, de in artikelen 96/2, §§ 3, 4 en 6 bedoelde informatie onder zijn verantwoordelijkheid uiterlijk op 30 juni aan de Regering over.

Art. 37. Met uitzondering van artikelen 3, 2°, en 4 die na de algehele hernieuwing van de raden voor maatschappelijk welzijn samengesteld uit de lokale verkiezingen van 14 oktober 2018 in werking treden, treedt dit decreet in werking tien dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 38. De verenigingen hoofdstuk XII brengen hun statuten in overeenstemming tijdens de eerste algemene vergadering volgend op de inwerkingtreding van dit decreet en uiterlijk tegen 1 juli 2018.

Alle mandaten binnen de verschillende bestuursorganen lopen tijdens de eerste algemene vergadering na de inwerkingtreding van dit decreet en uiterlijk op 1 juli 2018 ten einde. Ze worden tijdens die algemene vergadering, of bij gebreke daarvan, verplicht uiterlijk op 1 juli 2018 hernieuwd.

Vanaf 1 juli 2018 zullen de bezoldigingen gebonden aan de uitoefening van de mandaten binnen de nieuwe bestuursorganen overeenkomstig de bepalingen van artikel 52 van het decreet tot wijziging van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisering met het oog op een sterker bestuurlijk beleid en een sterkere transparantie in de uitvoering van de openbare mandaten in de lokale en bovenlokale structuren en hun filialen toegekend worden en mogen niet hoger zijn dan de nieuwe maximumbedragen bepaald in bijlage 1 bij bedoeld Wetboek.

Art. 39. De aangiften betreffende de mandaten, functies en beroepen in 2017 uitgeoefend moeten in overeenstemming zijn met de modellen bepaald in artikel L5211-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisering zoals gewijzigd bij het decreet tot wijziging van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisering met het oog op een sterker bestuurlijk beleid en meer transparantie in de uitvoering van de openbare mandaten in de lokale en bovenlokale structuren en hun filialen.

In afwijking van artikel L5211-2 van dit Wetboek zullen de aangiften van 2018 betreffende de mandaten, functies en beroepen uitgeoefend in 2017 uiterlijk op 31 juli 2018 ingediend worden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 maart 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

—
Nota

(1) *Zitting 2017-2018*

Stukken van het Waals Parlement, 1048 (2017-2018) Nrs 1 tot 17.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 28 maart 2018.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/11984]

26 AVRIL 2018. — Décret modifiant l'article 24 du décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Dans l'article 24, 1^o, du décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales, les mots « qui sont considérés comme indépendants. » sont remplacés par les mots « , soit sont considérés comme indépendants. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 avril 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE